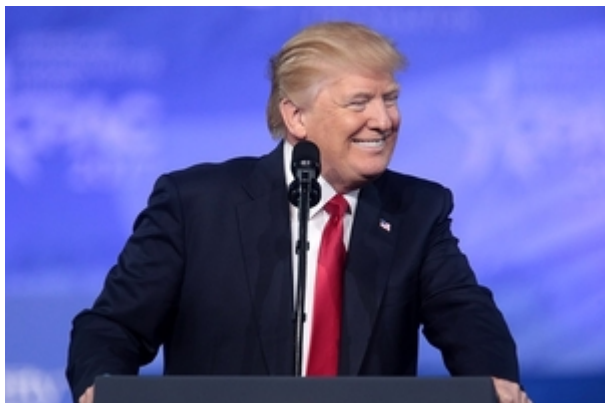


L'année de l'élection américaine



Un texte d'Antoine de Lacoste paru dans le dernier numéro de [Politique magazine](#) :

Deux grands conflits retiennent l'attention du monde, en Ukraine et dans la bande de Gaza. Nous ne savons pas quand ils se termineront : peut-être jamais en Israël, peut-être en 2024 en Ukraine. Pour ce dernier, cela dépendra, entre autres, du bras de fer opposant républicains et démocrates aux Etats-Unis.

Ce bras de fer va être d'une intensité croissante en raison des élections présidentielles à venir en novembre prochain. D'ici-là, la longue litanie des primaires va démarrer le 15 janvier dans l'Iowa et s'étirer sur des mois.

Côté démocrate, tout est suspendu à la décision finale de Joe Biden dont l'état de forme n'éblouit pas le citoyen américain. Le président est d'ailleurs en baisse dans les sondages tant chez les jeunes que chez les Latinos (expression usuelle et non péjorative faut-il le rappeler). Même l'électorat noir s'effrite dangereusement, de plus de vingt points selon les sondages, mais en partant de très haut il est vrai.

UN BILAN PEUT-IL SUFFIRE ?

Les commentateurs pro-Biden se désespèrent : comment avec un bilan aussi bon l'électorat peut-il être aussi ingrat ? Le plein emploi est là, les investissements sont au plus haut, la réindustrialisation en route grâce aux très protectionnistes Chips Act et Inflation Reduction Act. L'Allemagne, qui est économiquement en train de couler, voit même des fleurons de son industrie renoncer à construire des usines sur son territoire au profit des Etats-Unis en raison des très nombreux avantages promis. Ces Acts protectionnistes sont un incontestable succès. Peu importe qu'ils créent des distorsions de concurrence avec l'Europe, cette dernière adore se faire maltraiter par le maître tout puissant et n'a émis que de timides remarques.

Les démocrates exagèrent tout de même les succès économiques du ténor locataire de la Maison Blanche. L'inflation reste élevée et affaiblit le pouvoir d'achat des Américains. C'est au fond le cœur de leurs inquiétudes et Biden n'a pas su y répondre. De plus, la hausse des taux d'intérêt rend de nouveau difficile l'accès à l'immobilier, secteur par ailleurs fragile et qui suscite bien des inquiétudes chez les banques.

Et puis l'économie ne suffit plus à sauver un président. Il faut un élan, un projet enthousiasmant, des réunions où l'impétrant se fait acclamer, son adversaire huer, bref tout le folklore électoral américain nécessaire à une présidentielle où pas un cliché ne doit être absent. Or, lorsque l'on se demande si un candidat va réussir à marcher sans trébucher ou à trouver la bonne sortie, il est tout de même difficile de scander son nom avec enthousiasme.

Le piège est là pour les démocrates. On ne peut contraindre un sortant à jeter l'éponge, surtout lorsqu'il a derrière lui des décennies de carrière politique. Ce qui était un atout il y a quatre ans devient un poids. Il semble d'ailleurs difficile pour l'intéressé d'être lucide sur l'image qu'il renvoi. C'est humain au fond.

De plus, si un accident de santé venait changer la donne au cours de l'année, les démocrates n'ont pour

l'instant guère de solution de rechange. La vice-présidente, Kamela Harris, n'a montré aucune compétence particulière pendant quatre ans. La victime de Trump en 2016, Hillary Clinton, ne semble plus dans le coup et elle représente jusqu'à la caricature, l'arrogance sociale de la côte est. Et, bien sûr, aucune jeune pousse d'envergure n'osera se lancer dans l'aventure, ce crime de lèse-président sortant coûterait cher.

Enfin, Biden lui-même a fermé la porte à tout retrait volontaire de sa part. Sans rire, il a déclaré qu'il devait se porter candidat pour empêcher l'élection de Donald Trump. Ce dernier doit s'en réjouir et attendre avec gourmandise les futurs débats télévisés de la campagne.

Mais le vaincu de 2020 doit, lui, compter sur des adversaires lors des primaires. Cinq se sont déclarés face à lui : Ron DeSantis, Vivek Ramaswamy, Chris Christie, Tim Scott et Nikki Haley. Ils ont déjà débattu ensemble à trois reprises. Trump, en tant qu'ancien président a estimé qu'il ne devait pas participer à ces débats. L'ancien vice-président de Trump, Mike Pence, a déjà jeté l'éponge.

DeSantis semblait bien parti. Vainqueur de son bras de fer antiwoke contre Walt Disney, il a été triomphalement réélu en Floride il y a deux ans. Mais la mayonnaise n'a pas pris. Lourd, peu souriant, ses interventions n'ont guère suscité l'enthousiasme et il n'a pas pesé sur les débats. Les riches donateurs républicains anti-Trump se sont finalement détournés de lui et lui préfèrent maintenant la sémillante Nikki Haley. Cette femme d'origine indienne coche beaucoup de cases du politiquement correct.

NIKKI HALEY NOUVELLE EGERIE DES ANTI-TRUMP

Nommée par Trump ambassadrice à l'ONU, elle fit preuve de pugnacité et on la remarqua beaucoup. Mais sa russophobie obsessionnelle la range dans le camp des néoconservateurs, ce qui n'est plus un atout aux Etats-Unis depuis les désastres irakien, libyen et afghan. De plus, censée être une spécialiste de politique étrangère, elle a été incapable, au cours du dernier débat, de citer un seul des oblast de l'est ukrainien occupés (ou libérés selon son prisme) partiellement ou totalement par la Russie. Son embarras était presque gênant, à la grande satisfaction de Vivek Ramaswamy, qui l'a ainsi piégée, connaissant ses insuffisances techniques.

Ce dernier s'est révélé excellent débateur mais il semble partir de trop loin, tandis que les autres n'ont plus de chances de percer.

Même si Halley a le vent en poupe et a rattrapé DeSantis à environ 15%, Trump semble définitivement loin devant. Crédité de 45% d'intentions de vote aux primaires, la victoire, sauf cataclysme, lui semble promise.

Le face à face Biden-Trump est donc aujourd'hui l'hypothèse la plus probable, même si les Américains n'en veulent pas. Trump est légèrement devant, grâce notamment à ses victoires possibles dans plusieurs Etats tangents, les « swing states » : ces Etats ne sont d'ailleurs pas toujours les mêmes d'une élection à l'autre et pour 2024, les observateurs estiment que le futur vainqueur doit impérativement l'emporter en Pennsylvanie, en Géorgie, dans le Michigan, en Arizona, dans le Nevada et dans le Wisconsin. A l'exception de ce dernier, Trump est donné gagnant dans tous les autres.

C'est ce qui a fait dire beaucoup d'observateurs qu'il était maintenant le grand favori de l'élection. Les choses sont plus complexes. Tout d'abord les écarts sont faibles dans ces Etats charnières qui peuvent encore changer de vainqueur bien des fois. Et puis il y a les affaires judiciaires qui enserrant Trump de tous côtés. Elles concernent pour l'instant ses entreprises privées mais c'est le volet politique et pénal qui sera bientôt sur le devant de la scène avec l'assaut du Capitole. Personne ne sait ce qui peut en sortir mais il est certain que jusqu'à présent chaque fois que Trump est attaqué par un juge, sa popularité augmente. Cela en dit long sur le rapport entre les élites et l'électorat de base républicain : ces deux mondes n'ont jamais été aussi éloignés et se font face dans un contexte de haine inédit aux Etats-Unis.

Le président sortant a lui aussi ses soucis avec les frasques de son délicieux rejeton, Hunter : drogue, sexe, corruption, le jeune homme est un joyeux cumulard sous le regard attendri de son papa. Le plus gênant est peut-être ses liens financiers douteux avec de grandes entreprises ukrainiennes, ce qui fait un peu désordre dans le contexte actuel.

Pour compliquer encore le scénario, un nouveau venu fait beaucoup parler de lui : Robert F. Kennedy. Fils du sénateur Robert assassiné et neveu du président, il est d'origine démocrate mais vient de claquer la porte du parti et veut se présenter en tant qu'indépendant. Il est crédité de plus de 15% des voix, principalement au détriment de Trump. Ses positions antivax et anti-tyrannie sanitaire l'ont rapproché d'un électorat rejetant tout ce qui vient des élites pour restreindre ses libertés.

Ainsi, malgré l'affolement des médias occidentaux se demandant sans rire si l'élection de Trump ne mettrait pas fin à la démocratie en Amérique, l'élection présidentielle est loin d'être jouée d'autant que quelques milliers de sacs postaux de vote par correspondance peuvent, à la dernière minute, inverser un résultat.

Antoine de Lacoste